

RIYAD : AGENDA CHARGÉ POUR SARKOZY

La visite de Nicolas Sarkozy en Arabie Saoudite devrait intervenir vers la fin novembre ou le début décembre. Elle a donc été retardée de quelques semaines (voir *TTU* n° 723), car le roi Abdallah serait absent du royaume début novembre. Outre la signature d'un accord bilatéral sur le nucléaire civil, cette visite devrait être l'occasion de finaliser les négociations concernant la vente de TGV au royaume. Quant aux dossiers militaires, ils devraient également figurer en bonne place dans l'agenda présidentiel. La marine saoudienne est tout d'abord concernée, compte tenu de l'expérience des Français dans ce pays. Riyad a manifesté son intérêt pour les frégates multirôle *Fremm*, car les Saoudiens souhaitent élargir les zones d'actions de leur marine, pour des missions plus longues et plus lointaines, dans un contexte de menaces régionales accrues. Un autre dossier a récemment progressé : le projet d'achat par Riyad d'avions de patrouille maritime *Casa C-295*, équipés de systèmes *FITS* (Fully Integrated Tactical System). Par ailleurs, bien que l'Arabie Saoudite considère le dossier des avions de combat comme clos, après la signature du contrat d'achat des *Eurofighter Typhoon*, le Président français s'efforcera de remettre le dossier du *Rafale* sur le tapis. Sur le plan de la politique interne, la délégation française devrait évaluer le nouvel équilibre des forces au sein de la famille royale, et en particulier l'influence croissante de l'émir *Nayef Ibn Abdel Aziz*, vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, qui doit être désigné prince héritier en cas d'empêchement de l'émir *Sultan*, le ministre de la Défense. Pour sa part, l'émir *Mohammed Ben Nayef*, vice-ministre de l'Intérieur, pourrait être désigné ministre de l'Intérieur à la place de son père, au cas où ce dernier deviendrait prince héritier. La délégation française s'interroge, par ailleurs, sur les rumeurs de démission prochaine du ministre des Affaires étrangères, l'émir *Saoud el-Fayçal*, qui doit bientôt subir une opération chirurgicale aux Etats-Unis. En tout état de cause, Nicolas Sarkozy devrait aborder avec ses interlocuteurs la situation au Yémen, surtout après les informations faisant état du soutien apporté par l'armée de l'air saoudienne aux forces yéménites, dans leur lutte contre la rébellion *houthis* (voir *TTU* n° 614). Les autorités saoudiennes ont décidé de fournir un soutien direct après avoir obtenu des informations sur l'aide en armes et en matériels aux rebelles *houthis* par la marine iranienne. Une marine chargée de lutter contre la piraterie au large de la Somalie et dans le golfe d'Oman. (suite page 4)

Les Chinois s'activent dans le Golfe

Le chargement du C-130 émirien, retenu 72 heures par les autorités indiennes sur l'aéroport de Kolkata, la semaine dernière, alors qu'il se rendait en Chine, a largement alimenté les spéculations. Si plusieurs sources ont évoqué la présence à bord du C-130 de systèmes d'armes occidentaux (notamment de missiles *MICA* de *MBDA*), non déclarés dans le manifeste de l'appareil, il semble que le C-130 transportait en réalité un système sol-air à courte portée

LD-2000 de conception chinoise. Ce système, qui combine un canon multitubes de 30 mm et six missiles sol-air *TY-90*, avait été expédié en juin dernier par *Norinco* aux Emirats arabes unis, à des fins d'évaluation. Une escale intempestive qui aura eu pour effet de démontrer l'activisme des industriels chinois désireux de s'implanter dans les marchés des pays du Golfe, comme on l'avait d'ailleurs vu lors du dernier Salon *IDEX*. ■

Un projet compromis

*On croyait le projet d'implantation de Saint-Cyr au Qatar sur les rails. Un pendant du Prytanée national militaire de La Flèche devait ouvrir à Doha pour former les élèves à la langue française. Mais la complexité du dossier, la crise économique, la concurrence de l'Académie royale de Sandhurst, déjà sur place, et surtout les crispations financières entre Français et Qataris ont conduit le projet dans l'impasse. Peut-être était-ce un projet trop ambitieux pour le Qatar ? Peut-être que les Français n'ont pas suffisamment pris en compte les spécificités qataries ? Selon nos sources, les militaires arabes intéressés pour suivre la formation ne souhaitent de toute façon pas se rendre au Qatar et préfèrent de loin venir en France pour une meilleure accoutumance au milieu. A Doha, la chute du prix des hydrocarbures depuis plus d'un an a conduit l'émirat à revoir ses ambitions de développement à la baisse, et le projet Saint-Cyr fait partie de ceux, avec d'autres, qui seraient abandonnés. A moins que l'Elysée et l'émir en décident autrement... Cette affaire intervient dans un contexte de tensions internes au Qatar, notamment entre le Premier ministre, cheikh *Hamad Ben Jassem*, et l'épouse de l'émir, cheikha *Moza*. Celle-ci souhaitant que le premier abandonne le portefeuille des Affaires étrangères, qu'elle verrait bien voir confié à l'un de ses fils. Ce conflit — que l'émir refuserait d'arbitrer — ne serait pas étranger à la tentative de coup d'Etat fomentée cet été, dans laquelle auraient trempé des militaires et des membres de la famille royale. Lesquels auraient été arrêtés, puis libérés peu de temps après, alors que les participants étrangers à ce putsch seraient toujours en prison. ■*

➤ Nominations au Hezbollah

Le Majlis choura al-qarar, plus haute instance du Hezbollah, n'a pas encore décidé de la tenue d'un nouveau congrès général du parti. Un tel congrès devrait consacrer la montée en puissance de sayyed Hachem Safieddine, en passe de devenir le véritable numéro deux du Hezbollah et le successeur de son cousin, Hassan Nasrallah, actuel secrétaire général. Entretemps, une série de nominations a été annoncée : l'ancien responsable de l'information (remplacé par Ibrahim Al-Moussaoui), Hussein Rahal, devient responsable de la communication Internet du Hezbollah, cheikh Hassan Ezzedinne responsable des relations arabes, Ammar Al-Moussaoui responsable des relations internationales, et Abdel Halim Fadlallah responsable du centre d'études du parti (à la place du député Ali Fayad).

➤ Islamiste diplomate

La direction du Hamas a choisi Ali Baraka comme nouveau représentant à Beyrouth, à la place d'Oussama Hamdane, nommé responsable des relations extérieures du mouvement. Ali Baraka a longtemps travaillé au Liban, aux côtés de Hamdane, avant de s'installer à Damas, où il fut l'adjoint du représentant du Hamas en Syrie. Considéré comme un fidèle de Khaled Mechaal, il entretient de bonnes relations avec le Hezbollah, mais a également noué des liens avec Fouad Siniora et Bahia Hariri. Il est assisté, dans ses nouvelles fonctions, par Refaat Mara.

➤ Bonne surprise

En dépit de la crise politique à Beyrouth, l'heure est à l'optimisme pour les milieux économiques du pays. Selon les chiffres encore officiels du gouvernement, la croissance du pays a atteint 9 % l'année dernière, grâce notamment à une consommation très vigoureuse. Pour 2009, la croissance devrait progresser de 4 % à 6 %.

IMPORTANT EXERCICE POUR TSAHAL

A la mi-octobre, l'armée israélienne participera à un exercice sans précédent par son ampleur avec le Commandement américain en Europe (Eucom) et l'Agence de défense contre les missiles (américaine). A cette occasion, pas moins de quatre systèmes de défense vont être testés en parallèle : l'Aegis embarqué à bord d'un destroyer, le THAAD, le Patriot 3, soit les trois équipements américains les plus avancés, ainsi que la dernière version du Arrow, un missile antimissile mis au point par Israël avec un financement américain. Lors de l'exercice, les militaires vont tester également le «cadeau d'adieu» offert par le président George Bush, en octobre dernier, sous forme d'un radar X-Band, déployé en permanence dans le Néguev, au sud d'Israël, capable de détecter à plusieurs milliers de kilomètres le tir d'un missile, ce qui permet de disposer de cinq à sept minutes pour organiser une interception en plein vol dans le cas d'un tir en provenance d'Iran. Plusieurs centaines de militaires israéliens et américains, essentiellement des armées de l'air, vont participer à cet exercice qui va durer plusieurs jours. Cette année, l'accent sera mis sur la complémentarité de ces systèmes.

ISRAËL : POLÉMIQUE AUTOUR DE "DÔME DE FER"

«**Dôme de fer**», le système mis actuellement au point en Israël pour détruire en vol les roquettes tirées sur le sud du pays à partir de Gaza, est au centre d'une vive polémique. Un groupe d'experts et d'officiers de réserve a ainsi fait parvenir une lettre collective à Ehud Barak, le ministre de la Défense, pour dénoncer le choix de ce système, qui doit être déployé autour de la bande de Gaza, d'ici à la mi-2010. Selon eux, «Dôme de fer», développé par le groupe Rafael, ne sera pas assez rapide pour intercepter des Qassam, les roquettes artisanales qui ont une portée de 16 à 18 km et une durée de vol limitée à moins de 30 secondes. De plus, ces roquettes volent à une basse altitude, comprise entre 100 à 300 mètres, si bien que les cibles privilégiées, telles que la ville israélienne de Sdérot, pourraient subir des dommages à la suite de retombées des roquettes pulvérisées en vol. Selon ces experts, le système n'offre pas de protection crédible dans un rayon de moins de 16 km. Sdérot, Ashkelon et Netivot resteraient donc exposées, de même que les localités du nord du pays situées près de la frontière libanaise, telles que Nahariya, Maalot, Safed ou Kyriat Shmona, qui pourraient être également attaquées par le Hezbollah. Comme alternative, les signataires de la lettre recommandent le système américain Skyguard, qui utilise des lasers et pourrait être déployé sur le terrain d'ici à un an et demi. La portée limitée des roquettes ne constitue pas un handicap pour le Skyguard, qui peut également détruire son objectif six secondes après son lancement et trois secondes après avoir été repéré. Cet équipement américain permettrait aussi d'intercepter des obus de mortiers également utilisés par les combattants palestiniens. En réponse à cette lettre, le ministère de la Défense a défendu l'option «Dôme de fer». «Les essais auxquels nous avons procédé ont donné entière satisfaction et, tout récemment, le système a intercepté deux roquettes en vol lors de tests», a souligné un proche d'Ehud Barak.

L'ARMÉE LIBANAISE MAINTIENT LA PRESSION

Même si les services de sécurité libanais ne prennent guère au sérieux la revendication par les Brigades de Ziyad Al-Jarah (liées à Al-Qaïda) des tirs de missiles contre Israël, le 11 septembre dernier, l'armée libanaise — échaudée par sa guerre contre Fateh el-Islam — intensifie ses efforts contre les groupes islamistes. Alors qu'un bataillon encercle le camp palestinien d'Ain el-Heloué, près de Saida, qui abrite des groupes radicaux, comme Osbat Al-Ansar et Jound Al-Cham, d'autres unités ont renforcé leur présence autour du camp de Beddawi, dans le nord, suite à des rumeurs concernant l'arrivée d'éléments djihadistes en provenance d'Irak et de Syrie.

OFFENSIVE CYBERPOLICIÈRE À TUNIS

Même si l'élection présidentielle en Tunisie, le 25 octobre prochain, est jouée d'avance, le pouvoir s'inquiète de l'activisme des opposants à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, passant notamment par le réseau Internet. La brigade spéciale chargée de surveiller la toile, comptant jusque-là 600 cyberpoliciers, aurait donc vu son effectif multiplié par deux au cours des derniers mois. Basée dans des locaux tout neufs situés à moins d'un kilomètre du palais de Carthage, elle s'efforcera de filtrer toutes les publications et les correspondances privées via le net. A noter qu'en juillet dernier, une universitaire et militante pour les droits des femmes, Khadija Arfaoui, avait été condamnée à huit mois de prison ferme, pour avoir relayé une information sur Facebook concernant l'enlèvement d'enfants pour trafic d'organes d'enfants. Selon une source de l'opposition, l'intérêt des médias français, au mois d'août dernier, pour l'affaire du yacht volé en Corse par des proches du Président Ben Ali a conduit le pouvoir tunisien à accentuer la pression sur les opposants, soupçonnés d'alimenter la presse internationale, et à déclencher une opération de piratage de plus d'un millier d'adresses électroniques. Tunis s'inquiète à présent de la parution imminente, à Paris, d'un livre exposant «les frasques et la corruption au plus haut sommet de l'Etat tunisien».

TCHAD : GROGNE IRLANDAISE

C'est la grogne dans l'armée irlandaise impliquée au Tchad dans les opérations de maintien de la paix. Depuis trois semaines, on estime à l'état-major irlandais qu'il y a plus de 160 attaques et escarmouches contre les troupes de l'Onu et les ONG dans le sud. Sans compter les combats aériens entre Tchadiens et Soudanais. Le pire étant survenu au début de mai — ce qu'on sait avec précision seulement maintenant par un rapport resté jusque-là confidentiel —, lorsque des colonnes de rebelles tchadiens, venus du Darfour (et équipés de matériel chinois), se sont rapprochées du camp irlandais, à Goz Beida. L'aviation tchadienne les a bombardés et s'est ensuivie une bataille terrestre au cours de laquelle près de 200 rebelles ont été tués et 200 autres faits prisonniers. Des soldats irlandais ont alors effectué des sorties pour protéger les réfugiés dans les camps de personnes déplacées du Darfour. Selon le rapport irlandais, la situation est jugée l'une des plus risquées que l'armée ait connue ces dernières années (bien que l'armée irlandaise ait une longue expérience d'opérations de ce type depuis le Katanga, dans les années 60, ou le Liban, à partir de la décennie suivante). En août dernier, le gouvernement a commencé à considérer la possibilité pour les Irlandais d'être retirés de cette zone, mais cela tombe mal, au moment où l'Onu juge qu'il faudrait plus de troupes pour empêcher une crise humanitaire.

AFGHANISTAN : LE TIGRE SE REND INDISPENSABLE

Avec une disponibilité opérationnelle de 96 %, l'hélicoptère Tigre est déjà la "bête noire" des insurgés en Afghanistan. Les trois appareils totalisent plus de 100 heures de vol, alors qu'ils ne sont opérationnels que depuis le 15 août. Deux opérations retiennent l'attention (19-20 août et début septembre) : l'une pour soutenir les forces françaises, l'autre pour appuyer un élément des forces spéciales américaines en difficulté. Il s'agissait d'appuyer les Caracal et d'exfiltrer les forces américaines. 400 obus (canon de 30 mm) ont été tirés ainsi qu'une douzaine de roquettes TDA de 68 mm. Afin de diminuer la vulnérabilité de la machine, chaque opération se déroule en vol dynamique. En effet, il s'agit de ne pas répéter les erreurs des pilotes soviétiques, qui avaient trop tendance à tirer en vol stationnaire. Pour soutenir le Tigre, un élément technique d'Eurocopter est déployé à Kaboul afin d'aider au diagnostic et de faciliter le dialogue avec la maison mère pour le rechange. Pour Eurocopter, ce schéma est bien rodé. Le même élément technique était déployé à Pau, lors de l'arrivée des Tigre sur la base.

► Kadhafi ne décolère pas

La diplomatie suisse est désemparée sur le dossier libyen. Malgré les promesses du colonel Kadhafi au Président suisse, lors de sa récente visite à Tripoli, les deux hommes d'affaires helvétiques détenus en Libye depuis plus d'un an (en représailles à l'arrestation en Suisse d'Hannibal Kadhafi) n'ont pas encore été libérés. Il semble que le pouvoir libyen n'a pas apprécié une initiative suisse pour tenter de régler le conflit entre le pouvoir tchadien et les rebelles. En effet, dans le cadre d'une initiative pour la promotion de la paix dans le centre et l'ouest de l'Afrique, la diplomatie helvétique a facilité le dialogue entre le gouvernement et la rébellion tchadienne. Deux rencontres discrètes ont eu lieu à Genève, en mai et juillet 2009, au siège d'une ONG. Or le Guide libyen, actuellement président de l'Union africaine, n'a jamais caché qu'il considérait cette partie du continent noir comme son pré carré.

► Gagner du temps

Dans l'ébauche de dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran, le Président Ahmadinejad martèle qu'il veut parler de tout sauf du programme nucléaire, qui n'est pas négociable. Or c'est bien la principale chose qui intéresse Washington. Néanmoins, une fois autour d'une table, certains blocages pourraient se dénouer. La négociation va se dérouler au moins pour partie à l'intérieur de chaque camp, entre ceux qui voudront démontrer qu'il est impossible de négocier sérieusement avec l'adversaire, et les autres, qui parient sur la dynamique d'une négociation pour sortir de l'impasse. Mais, à la fin, chacun sait qu'il n'y a qu'un seul point d'équilibre possible : pour les Occidentaux, accepter le programme nucléaire iranien dans ses grandes lignes, et, pour les Iraniens, accepter que ce programme soit suffisamment encadré et surveillé par l'Agence internationale de l'énergie atomique. La menace de voir l'Iran se doter d'une bombe ne disparaîtrait pas, mais serait ainsi tenue à distance. Pour les Américains, il s'agit de disposer du temps nécessaire pour parvenir à convaincre Téhéran de renoncer à un tel projet.

► Intérim pour les Turcs

Confrontée aux retards de calendrier de l'A400M, l'armée de l'air turque a confirmé son intention d'acquérir une dizaine d'appareils de transport tactique supplémentaires afin d'assurer "la soudure", en attendant la livraison des premiers A400M désormais prévue pour 2013. Le sous-secrétariat à l'Industrie de défense (SSM) devrait ainsi lancer rapidement un appel d'offres entre le C-295 d'Airbus Casa et le C-27J Spartan d'Alenia, pour une sélection attendue d'ici une dizaine de mois. La force aérienne turque est, elle aussi, touchée par les retards du programme A400M, dont les dix exemplaires commandés doivent permettre le retrait du service actif d'une partie de ses 13 C-130B/E et des quelques C-160 Transall encore en service (sur les vingt machines initialement acquises).

► Visite fructueuse

Au cours de sa récente visite en Russie, le Président Hugo Chavez a obtenu de Moscou un prêt de 2,2 milliards de dollars pour l'achat d'armements. Grâce à ce crédit, le Venezuela pourra acquérir des batteries de missiles sol-air S-300 et 92 chars de batailles T-90.

► La Navy pénalisée

L'US Navy va renoncer au programme Harpoon Block III, suite aux mauvais résultats obtenus par le système Rockwell Collins SCWDL (Strike Common Weapon Data Link), au cours d'une campagne d'essais. Cette variante modernisée du missile antinavire de Boeing est un des premiers projets mis au panier par le secrétaire à la Défense, Robert Gates. La mise au point du SCWDL aurait nécessité au moins une autre année de développement, retardant du même coup le calendrier du programme. Avec l'abandon du Block III, l'US Navy perd les capacités d'attaques côtières de précision offertes par la nouvelle variante du Harpoon.

RIYAD : AGENDA CHARGÉ POUR SARKOZY (suite de la page 1)

L'armement des rebelles a récemment connu une amélioration qualitative, avec notamment l'acquisition de systèmes portatifs antiaériens et antichars. Riyad craint aussi l'afflux de réfugiés en provenance du Yémen, au cas où les opérations militaires se prolongent. Enfin, la délégation présidentielle française tentera d'y voir plus clair sur les négociations en cours entre Riyad et Moscou, concernant la conclusion d'un certain nombre de contrats d'armements, d'un montant total voisin de 3,5 milliards de dollars. Malgré la volonté des deux parties d'aboutir à un accord total, les négociations butent encore sur des difficultés, car c'est la première fois que des contrats d'une telle ampleur sont négociés entre Moscou et Riyad. L'administration américaine ne s'oppose pas à la conclusion de ces contrats, qui paraissent donc en bonne voie, l'une de leur condition étant que la Russie s'abstienne de vendre le même matériel à l'Iran. Outre la fourniture de systèmes de défense antimissile S-400, ces négociations concernent la vente aux forces de défense antiaérienne saoudiennes de systèmes Byk-2ME (Pantsir), ainsi que de trente hélicoptères Mi-17 V5 Kazan, trente autres Mi-24 Hind, un nombre indéterminé de M-28 et une centaine de chars T-90 à la garde nationale. Rappelons que Moscou et Riyad ont signé, il y a quelques mois, un contrat pour la vente d'une centaine de véhicules BMP-3 (voir TTU n° 593). Par ailleurs, les deux pays ont récemment renforcé leur coopération en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne l'échange de renseignements dans la lutte contre le terrorisme islamique.

SYSTÈMES DE GUIDAGE DE ROQUETTES

La course entre les industriels pour la mise au point de systèmes de guidage de 2,75 pouces (70 mm) est serrée. C'est au tour de Raytheon, associé au groupe Emirates Advanced Investments (EAI), d'annoncer le succès des premiers essais de son système de guidage laser baptisé Talon LGR. Ce système de guidage laser semi-actif, associé à un kit pouvant être installé sur la plupart des roquettes de 2,75 pouces, est, en outre, compatible avec l'ensemble des désignateurs lasers. Lors des essais, les roquettes ont atteint des cibles d'une surface d'à peine 1,5 m², au cours de tirs réalisés à 3,7 et 5 km. Les prochains essais doivent s'effectuer avec des tirs de munitions réelles à partir d'un AH-64D. La production du système Talon LGR pourrait débuter à l'horizon 2010 et équiper les AH-64D Longbow émiratis.

INDE : UNE INDUSTRIE NAVALE COMPÉTITIVE

Le groupe privé Pipavav Shipyards Limited (PSL) est en passe de devenir le nouveau géant de la construction navale militaire en Inde. Son PDG, Nikhil Gandhi, a annoncé, il y a quelques jours, son entrée dans le secteur militaire, pour concurrencer les chantiers navals Mazagon Shipyards, Goa Shipyards, Garden Reach et Cochin Shipyards Limited. Pipavav s'est ainsi porté candidat pour un appel d'offres portant sur la construction de sept bâtiments (cinq patrouilleurs de haute mer et deux navires de formation) destinés à la marine indienne. Avec ces navires relativement simples et embarquant peu de systèmes d'armes sophistiqués, PSL espère engranger l'expérience nécessaire pour la construction future de bâtiments militaires plus complexes. En juillet dernier, PSL avait remporté un important appel d'offres auprès de la compagnie pétrolière nationale ONGC, pour la construction de douze bâtiments auxiliaires de forage pétrolier. Avec sa candidature au récent appel d'offres de la marine, PSL devient le second groupe privé indien (après Larsen et Toubro) à faire son entrée dans le secteur de la construction de bâtiments militaires. Ce qui confirme l'ouverture progressive du secteur de la défense indienne à des acteurs privés toujours plus compétitifs.

SINGAPOUR : LES ATOUTS DU TERREX

Il y a quinze jours, Singapour présentait le Terrex, un véhicule blindé 8x8 de 24 tonnes développé par Singapore Technologies Kinetics (STK) et qui doit commencer à équiper les forces de la cité-Etat. Le Terrex, qui peut emporter onze fantassins en plus du conducteur et du chef d'engin, affiche une vitesse supérieure à 100 km/h sur route. Le constructeur met l'accent sur le système de gestion du champ de bataille, qui permet une interaction avec l'ensemble des engins alliés, mais également avec les fantassins dotés de l'Advanced Combat Man System (ACMS). L'engin est d'ores et déjà doté d'un système de senseurs acoustiques de détection et de localisation des tirs adverses, permettant de réduire le délai de riposte via la tourelle téléopérée ou de traiter la menace via un autre véhicule, grâce au système de partage des informations. Par ailleurs, pour renforcer l'autoprotection des Terrex, Singapour étudierait l'intégration de l'un des systèmes de leurrages antimissiles de conception israélienne. Si, à l'origine, Singapour escomptait acquérir quelque 300 engins, ce sont, pour l'heure, 135 véhicules qui ont été commandés. Le blindé pourrait cependant connaître un succès à l'export. En Turquie, le constructeur turc Otokar est associé à ST Kinetics pour une production locale du Terrex (rebaptisé Yavuz) — qui n'est pas encore commandé, néanmoins, par les forces turques. A l'occasion du Salon IDEF 2007, Otokar avait ainsi présenté une version du Yavuz doté d'une tourelle téléportée de 30 mm de l'israélien Rafael. Otokar et STK planchent sur le développement d'une famille d'engins dérivés du Terrex, comprenant notamment une version dotée d'un tube de 105 mm, d'un système mortier de 120 mm, et de versions antiaériennes et antichars, voire d'une version d'artillerie mettant en œuvre un affût de 155 mm/52 calibre. Les forces indonésiennes ont également marqué leur intérêt pour l'acquisition du blindé, à travers une production sous licence.

PATRIA DANS LE VISEUR DE LA JUSTICE

La livraison de véhicules blindés par Patria à la Slovaquie est interrompue par le groupe finlandais. C'est le dernier épisode en date d'une affaire au parfum de corruption. Depuis son annonce en 2006, les soupçons ont entouré cette commande par l'armée slovaque de 135 véhicules blindés 8x8 AMV pour 278 millions d'euros. Les polices finlandaise, slovaque et autrichienne tentent de remonter le fil. En août 2008, le directeur général de Patria, un temps inquiété, a démissionné pour ne pas nuire à la crédibilité de l'entreprise. Entre-temps, la crise économique a frappé la Slovaquie, qui en a profité pour demander une révision du contrat à 80 unités. Le 2 septembre, Patria a annoncé qu'il n'y était pas opposé. Et que, en attendant, la production des véhicules, en Slovaquie, serait gelée, une fois achevée celle de 13 blindés en cours. Treize autres unités ont déjà été livrées.

TRÈS MAUVAIS POINT POUR SAAB

Mauvaise nouvelle pour Saab. L'armée de l'air royale thaïlandaise (RTAF) va devoir retarder le retrait de ses avions Northrop F-5E/F. Ils auraient dû être remplacés par des Gripen JAS-39, grâce à une nouvelle commande de 6 appareils que l'on attendait pour 2010. Toutefois, le nouveau gouvernement a décidé de repousser cette acquisition. De son côté, la RTAF prévoit, malgré tout, de tenir son calendrier et de se séparer de ses vieux appareils en 2013. Ce projet paraît peu probable, elle n'aura, à cette date, que 6 Gripen contre les 12 prévus dans le contrat de 2008. Outre ses F-5, l'armée de l'air dispose de 15 avions F-5T Tigers, récemment modernisés par Elbit, et de 60 Lockheed Martin F-16A/B modernisés.

► Oslo sécurise le grand nord

Les gardes-côtes norvégiens ont mis en service, le 24 août, le premier de leurs trois nouveaux navires de classe Barentshav pour des missions dans le grand Nord, priorité militaire d'Oslo. Le KV "Barentshav" fonctionne au gaz naturel, et non au diesel.

► Quito renforce son aviation

Le Venezuela va céder à l'Equateur la dizaine de "Mirage III-5" dont il disposait encore. En juin dernier, le Président Chavez avait annoncé le retrait des Mirage, remplacés par les Sukhoi Su-30. L'armée vénézuélienne disposait d'une quinzaine de Mirage III-5 acquis dans les années 70. Cette livraison devrait renforcer l'armée de l'air équatorienne, actuellement composée d'une dizaine de Mirage F1, dotés de missiles Python 3, et d'autant de Kfir C.2 /C10 israéliens. Par ailleurs, Quito va recevoir 14 Mirage 50 chiliens. Ces appareils, qui ont subi une modernisation avec l'assistance d'Israël durant les années 90, permettant la mise en œuvre de munitions de précisions, ont été retirés du service actif, à la fin 2007, et remplacés par des F-16 MLU. La force aérienne équatorienne prévoit de mettre en œuvre dix de ces appareils et de cannibaliser les autres machines.

► Client mystérieux

Le chinois Hongdu Aviation a annoncé la signature d'un contrat à l'export de 60 avions d'entraînement et d'attaque de type K-8 vers un pays «d'Asie» non précisé. Un contrat qui inclut la livraison de 12 appareils, puis le transfert de technologies et la production locale de 48 autres appareils. Selon certaines sources, le pays acquéreur pourrait être l'Iran ou l'Indonésie. Quelque 400 exemplaires du JL-8 sont en service au sein des forces chinoises et 266 appareils ont été exportés auprès de 20 clients étrangers. L'Egypte, qui a acquis ses premiers K8 en 1999, via une licence de production de 70 appareils, puis 40 machines supplémentaires en 2004, est le premier client étranger du K8.

➤ Des Rafale en Libye

Pour la deuxième fois, deux avions Rafale français se rendront en Libye, afin de participer au Salon Lavex 2009, du 5 au 8 octobre. Deux Rafale s'étaient déjà rendus à Tripoli au début de ce mois, pour participer au 40^e anniversaire de l'accession au pouvoir du colonel Kadhafi. Selon des sources libyennes, une délégation française, conduite par le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Jean-

Paul Palomeros, ira à Tripoli à l'occasion de Lavex 2009.

➤ Réajustements polonais

Suite aux coupes pratiquées dans le budget de la Défense polonais, réduit à 19,7 milliards de zlotys (4,3 milliards d'euros) au lieu des 25 milliards prévus initialement, Varsovie envisage de supprimer d'ici la fin 2009 trois missions ONU auxquelles participait jusqu'ici son armée, plus précisément au Tchad (400 militaires), au Liban (1 500 mili-

taires) et dans le Golan (360 observateurs). En revanche, la Pologne devrait augmenter sa participation au sein de l'ISAF, faisant passer le nombre de ses militaires déployés en Afghanistan de 1 600 à 2 200 hommes.

➤ Exercice aérien de l'Otan

L'exercice Otan "Bold Avenger" a débuté le 13 septembre 2009 et se déroulera jusqu'au 24 depuis la base aérienne de Karup, au Danemark. Un avion-radar E-3F d'Avord, deux C160 NG d'Evreux et quatre Mirage 2000 N des bases de Luxeuil et d'Istres composent le détachement français.

➤ Nouvelle palme américaine

En 2008, les Etats-Unis ont encore une fois confirmé leur rang de premier fournisseur mondial d'armes. C'est ce que rapporte le *New York Times*, qui évoque la signature de contrats d'armements équivalant à près de 38 milliards de dollars.

➤ Un voyage discret

Benjamin Netanyahu s'est rendu en Russie, sans doute pour des conversations sur des transactions d'armes. Il tentera, en outre, d'obtenir la libération des "pirates" qui ont arraisonné le cargo "Arctic Sea", il y a un mois et demi. Les autorités russes démentent les informations selon lesquelles ce cargo transportait des missiles destinés à l'Iran ou à un autre pays de la région.

➤ Corvette italienne

Fincantieri a décroché un contrat pour la réalisation d'une corvette (plus une deuxième en option) pour la marine militaire des Emirats arabes unis. La livraison du navire est prévu pour 2011. Le bateau est un dérivé de la classe de corvettes "Cigala Fulgosi" de la Marine militaire italienne. Le contrat prévoit également le soutien logistique et la formation des équipages.

Protection maritime

Alors que se tient, la semaine prochaine, en Virginie, le Maritime Piracy Summit 2009, la compagnie émiratie Sharaf Shipping Agency (SSA) a annoncé la signature d'un accord avec le groupe de sécurité américain SEAL Security Solutions, pour assurer la protection de ses navires transitant dans le golfe d'Aden. Outre la fourniture de groupes de sécurité d'une demi-douzaine d'hommes, SEAL devrait assurer la formation des équipages de l'armateur émirati aux mesures défensives. Selon le groupe américain, qui dispose d'une filiale au Qatar, celui-ci dispose d'autorisations permettant l'embarquement d'équipes de sécurité à partir des ports de Fujairah, Salalah et Djibouti ainsi que des ports égyptiens. Outre la mise en place d'équipes de sécurité, SEAL Security propose l'installation d'une large gamme de systèmes antiabordages non létaux, allant des systèmes de type LRAD (Long Range Acoustic Devices) à des systèmes de canons à eau parfois couplés avec des produits moussants. Les équipes de sécurité du groupe disposeraient également de systèmes lasers non létaux de type GLARE MOUT ou GLARE-LRP, permettant d'aveugler temporairement un assaillant, sans causer de dommages irréversibles de la cornée, à des distances allant de 150 mètres à 4 km.

Tsahal et la bataille de l'eau

Les soldats israéliens en opérations ne devraient plus souffrir de la soif. L'unité de l'état-major composée uniquement de réservistes chargée spécialement du ravitaillement en eau en territoires ennemis s'est fixé comme objectif de fournir onze litres d'eau potable par jour à chaque militaire en opération. Avec l'aide de chimistes, d'experts nutritionnistes et d'un matériel développé aux Etats-Unis, l'eau est transportée dans des récipients portables qui feront également office de décontaminateurs. «La qualité des équipements dont nous disposons nous permet de traiter n'importe quel type d'eau, de procéder à des analyses chimiques. Nous sommes prêts à faire face à n'importe quelle situation, y compris des attaques ciblées de l'ennemi contre les approvisionnements en eau destinés à nos soldats», assure un officier. Selon lui, le matériel dont dispose l'armée israélienne permet de traiter 250 000 à 300 000 litres d'eau par jour. «Il a été décidé de doubler cette capacité, afin de répondre à un besoin vital si nous sommes confrontés à un conflit de grande envergure», poursuit cet officier.